

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2019/15450]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif des budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1986 et pour des années antérieures (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE  
ANNEE BUDGETAIRE 1986CHAPITRE 1<sup>er</sup>Engagements effectués en exécution du budget**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1986, s'élèvent à 1.937.500.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3)

Ce montant se compose comme suit :

(en francs)

- opérations courantes : 18.000.000
- opérations de capital : 1.919.500.000

**Article 2**

Les crédits d'engagement initiaux ont été :

- modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 177.100.000 francs et une diminution de -173.800.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).
- complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 1.426.591.254 francs.

**Article 3**

Le total des crédits d'engagements disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1986 s'élève à 3.367.391.254 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit :

(en francs)

- opérations courantes : 30.253.165
- opérations de capital : 3.337.138.089

**Article 4**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 1.494.756.879 francs.

Ce montant se décompose comme suit :

(en francs)

- opérations courantes : 16.263.612
- opérations de capital : 1.478.493.267

**Article 5**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 1.872.634.375 francs (Tableau annexe I, colonne 3).

Ce montant se décompose comme suit :

	Crédits à reporter à l'année 1987	Crédits à annuler
Opérations courantes	13.989.553	0
Opérations de capital	1.858.644.822	0

(Tableau annexe I, colonnes 1, 2).

## CHAPITRE II

## Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes

## Article 6

Les recettes budgétaires de l'année 1986 s'élèvent à 35.384.488.175 francs (Tableau annexe II, colonne 2).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en francs)

- recettes courantes :	30.758.388.175
- recettes de capital :	4.626.100.000

## § 2 Fixation des crédits de dépenses

## Article 7

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 1986 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	30.122.400.000	18.000.000	30.140.400.000
Dépenses de capital	2.973.700.000	1.879.200.000	4.852.900.000
<b>TOTAL</b>	<b>33.096.100.000</b>	<b>1.897.200.000</b>	<b>34.993.300.000</b>

(Tableau annexe III, colonnes 1 à 7).

## Article 8

Ces autorisations de dépenses ont été :

- modifiées par l'ajustement effectué en vertu des décrets d'ajustement (Tableau annexe III).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	182.700.000	0	182.700.000
Dépenses de capital	3.300.000	-50.600.000	-47.300.000
<b>TOTAL</b>	<b>186.000.000</b>	<b>-50.600.000</b>	<b>135.400.000</b>

## Article 9

- Le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 1986 s'élève à 41.642.208.535 francs (Tableau annexe III, colonne 1 à 7).

Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnement	TOTAL
Dépenses courantes	34.457.918.937	54.345.231	34.512.264.168
Dépenses de capital	3.716.957.700	3.412.986.667	7.129.944.367
<b>TOTAL</b>	<b>38.174.876.637</b>	<b>3.467.331.898</b>	<b>41.642.208.535</b>

## § 3 Fixation de la situation des dépenses

## Article 10

Les dépenses à charge de l'année budgétaire 1986 se montent à 34.771.984.187 francs (Tableau annexe III, colonne 7), se répartissant entre :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
<b><u>Dépenses courantes</u></b>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 1, 2, 5)	1.620.465.509	6.989.418	1.627.454.927
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 1, 2, 5)	28.625.959.885	14.911.272	28.640.871.157
<b>TOTAL (1)</b>	<b>30.246.425.394</b>	<b>21.900.690</b>	<b>30.268.326.084</b>
<b><u>Dépenses de capital</u></b>			
- concernant les prestations d'années antérieures (colonnes 3, 4, 6)	214.482.514	725.783.400	940.265.914
- concernant les prestations de l'année en cours (colonnes 3, 4, 6)	2.633.462.048	929.930.141	3.563.392.189
<b>TOTAL (2)</b>	<b>2.847.944.562</b>	<b>1.655.713.541</b>	<b>4.503.658.103</b>
<b>TOTAL (1) + (2)</b>	<b>33.094.369.956</b>	<b>1.677.614.231</b>	<b>34.771.984.187</b>

## Article 11

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 34.740.037.077 francs dont :

- 33.062.422.846 francs pour les crédits non dissociés (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).
- 1.677.614.231 francs pour les crédits d'ordonnancement (Tableau annexe III, colonnes 2, 4).

## Article 12

Pour les dépenses restant à régulariser, d'un montant de 31.947.110 francs dont :

- 31.947.110 francs de crédits non dissociés;
- 0 francs de crédits d'ordonnancement;

il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe III, colonnes 1, 3).

## § 4 Règlement des crédits

## Article 13

La comparaison entre les crédits répartis par décret (article 9) et les opérations imputées (article 10) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 1986 de 6.870.224.348 francs.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Crédits répartis	38.174.876.637	3.467.331.898	41.642.208.535
Opérations imputées	33.094.369.956	1.677.614.231	34.771.984.187
Excédent de crédit	5.080.506.681	1.789.717.667	6.870.224.348

**Article 14**

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1986 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 14.861.094 francs dont :

- pour les crédits non dissociés : 14.861.094 francs.

- pour les crédits d'ordonnancement : 0 francs.

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au Tableau annexe IV.

**Article 15**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 13 et 14, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 1986 comprend :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Crédits à annuler	330.751.008	0	330.751.008
Crédits à reporter à l'année budgétaire 1987	4.764.616.767	1.789.717.667	6.554.334.434
<b>TOTAL</b>	<b>5.095.367.775</b>	<b>1.789.717.667</b>	<b>6.885.085.442</b>

(Tableau annexe III, colonne 7).

La partie à fusionner avec les crédits de l'année 1987 s'élève à :

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement	TOTAL
Dépenses courantes	1.572.550.964	32.444.541	1.604.995.505
Dépenses de capital	235.859.269	1.757.273.126	1.993.132.395
<b>TOTAL</b>	<b>1.808.410.233</b>	<b>1.789.717.667</b>	<b>3.598.127.900</b>

**§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 1986****Article 16**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1986 se présente comme suit :

(en francs)

Opération courantes

Recettes	30.758.388.175
Dépenses	30.268.326.084
Excédent de recettes	490.062.091

Opération de capital

Recettes	4.626.100.000
Dépenses	4.503.658.103
Excédent de recettes	122.441.897

Opération réunies

Recettes	35.384.488.175
Dépenses	34.771.984.187
En conclusion, compte non tenu du résultat de la section particulière, les recettes excèdent les dépenses de	612.503.988
Et comme le solde fin de l'année budgétaire 1985 s'élevait à	-2.084.522.424
Solde fin de l'année budgétaire 1986	-1.472.018.436

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget**Article 17**

Les décrets budgétaires de l'année 1986 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

(en francs)

- Recettes	10.747.100.000
- Dépenses	11.129.800.000

(Tableau annexe V, colonnes 1, 2).

**Article 18**

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 1986 s'élevait à -798.533.563 francs.

Le total des recettes perçues dans le courant de l'année budgétaire se chiffre à 11.785.350.990 francs.

Total disponible pour les dépenses de l'année 1986 : 10.986.817.427 francs.

(Tableau annexe V, colonnes 3, 7).

**Article 19**

Les dépenses imputées s'élèvent à 9.599.846.626 francs (Tableau annexe V, colonne 4).

Ce montant comprend 718.676.188 francs de dépenses restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 (Tableau annexe V, colonne 5).

**Article 20**

La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 2.185.504.364 francs (Tableau annexe V, colonne 6).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 1986, tel que déterminé à l'article 18, et des dépenses reprises à l'article 19, le solde disponible au 31 décembre 1986 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 1.386.970.801 francs.

Il sera reporté à l'année budgétaire 1987.

DEUXIEME PARTIE OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS  
DU COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

**CHAPITRE I<sup>er</sup>****Années antérieures****Article 21****Année 1983**

Référence budgétaire : décret du 10 février 1983 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1983 - article 16.

142<sup>e</sup> cahier de la Cour des comptes – fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1983 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	69.461.619
recettes imputées :	64.301.359
différence :	- 5.160.260
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	71.585.104
crédits complémentaires à accorder :	3.770.341
Total des crédits :	75.355.445
dépenses imputées :	61.329.171
excédent de crédit à annuler :	14.026.274

c) récapitulation : le résultat du budget de l'année de gestion 1983 se résume comme suit :	recettes : 64.301.359
dépenses :	61.329.171
excédent de recettes :	2.972.188

**Article 22****Année 1984**

Référence budgétaire : décret du 18 janvier 1984 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1984 - article 36.

142<sup>e</sup> cahier de la Cour des comptes- fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1984 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	305.100.000
recettes imputées :	362.765.673
différence :	57.665.673
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	305.100.000
crédits complémentaires à accorder :	48.356.162
Total des crédits :	353.456.162
dépenses imputées :	319.416.774
excédent de crédits à annuler :	34.037.482
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1984 se résume comme suit :	
recettes :	362.765.673
dépenses :	319.418.680
excédent de recettes :	43.346.993

**Article 23****Année 1985**

Référence budgétaire : décret du 18 décembre 1984 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1985 - article 38.

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1985 est établi comme suit :

143<sup>e</sup> cahier de la Cour des comptes – fascicule II

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	337.050.000
recettes imputées :	372.574.268
différence :	35.524.268
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	336.750.000
crédits complémentaires à accorder :	39.020.762
Total des crédits :	375.770.762
dépenses imputées :	355.114.762
excédent de crédits à annuler :	20.656.000
c) récapitulation : le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1985 se résume comme suit :	
recettes :	372.574.268
dépenses :	355.114.762
<b>excédent de recettes :</b>	<b>17.459.506</b>

**CHAPITRE II**  
**Année courante**

**Article 24**

Référence budgétaire : décret du 27 mars 1986 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1986 - article 38.

144<sup>e</sup> cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du C.G.R.I. pour l'année 1986 est établi comme suit :

a) recettes prévues par le décret budgétaire :	400.745.400
recettes imputées :	371.528.167
différence :	29.217.233
b) dépenses :	
crédits alloués par le décret budgétaire :	402.000.000
crédits complémentaires à accorder :	6.890.175
Total des crédits :	408.890.175
dépenses imputées :	373.054.405
excédent de crédits à annuler :	35.835.770

c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 1986 se résume comme suit :	
recettes :	371.528.167
dépenses :	373.054.405
excédent de dépenses :	1.526.238

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

---

Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement. –Projet de décret, n° 366-1

*Session 2007-2008*

Documents du Parlement – Rapport , n° 366-2

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – Séance du 22 janvier 2008.

---

**TABLEAUX**

- I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
- II. - RECETTES**
- A. - RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL**
- B. - VENTILATION**
- III. - DEPENSES**
- IV. - DEPASSEMENTS DE CREDITS**
- V. - SECTION PARTICULIERE**

**TABLEAU I. - ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**

	Dépenses courantes (1)	Dépenses de capital (2)	Dépenses totales (3)
Budgets initiaux	18.000.000	1.919.500.000	1.937.500.000
Ajustements des crédits :			
Augmentations	0	177.100.000	177.100.000
Diminutions	0	-173.800.000	-173.800.000
Crédits reportés de l'année précédente	12.253.165	1.414.338.089	1.426.591.254
Total des crédits	30.253.165	3.337.138.089	3.367.391.254
Engagements comptabilisés dans le courant de l'année budgétaire	16.263.612	1.478.493.267	1.494.756.879
Règlement des crédits :			
Crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire	13.989.553	1.858.644.822	1.872.634.375
- Crédits reportés	13.989.553	1.858.644.822	1.872.634.375
- Crédits à annuler	0	0	0
Crédits définitifs de l'année	16.263.612	1.478.493.267	1.494.756.879

**TABLEAU II. A. - RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL**

	Recettes imputées (1)
TITRE I : RECETTES COURANTES	30.758.388.175
TITRE II : RECETTES DE CAPITAL	4.626.100.000
RECETTES TOTALES	35.384.488.175



**TABEAU II. B. - RECETTES**

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés et Recettes imputées	Différence entre prévisions et réalisations	
			-	+
<b>RECETTES COURANTES</b>				
1. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.01	25.297.700.000	25.292.900.000	-4.800.000	0
2. Dotation relative au paiement des soldes des années antérieures Art. 46.03	657.100.000	657.100.000	0	0
3. Ristournes d'impôts visées au § 2 de l'art. 9 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.04	2.400.100.000	2.982.900.000	0	582.800.000
4. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 46.05	1.798.000.000	1.702.400.000	-95.600.000	0
5. Produits divers Art. 06.02	58.800.000	85.590.415	0	26.790.415
6. Vente de biens non durables et services Art. 06.01	0	147.591	0	147.591
7. Remboursements des traitements, salaires et allocations Art. 11.01	0	9.472.849	0	9.472.849
8. Avancés de fonds Art. 12.01	0	27.877.320	0	27.877.320
<b>TOTAL des recettes courantes</b>	30.211.700.000	30.758.388.175	-100.400.000	647.088.175
<b>RECETTES DE CAPITAL</b>				
1. Crédit global visé à l'art. 4 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.01	4.427.100.000	4.426.300.000	-800.000	0
2. Crédit visé à l'art. 7 de la loi du 9 août 1980 Art. 66.02	209.300.000	199.800.000	-9.500.000	0
3. Vente d'immeubles Art. 76.01			0	0
4. Vente d'autres biens patrimoniaux Art. 76.02			0	0
5. Recettes diverses patrimoniales Art. 06.01			0	0
<b>TOTAL des recettes de capital</b>	4.636.400.000	4.626.100.000	-10.300.000	0
<b>TOTAL RECETTES DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE</b>	34.848.100.000	35.384.488.175	-110.700.000	647.088.175

TABLEAU III. - DEPENSES

Nature des dépenses et nature des crédits	Dépenses courantes		Dépenses de capital		Total dépenses courantes (5)	Total dépenses de capital (6)	Total général (7)
	Crédits non dissociés (1)	Crédits d'ordonnancement (2)	Crédits non dissociés (3)	Crédits d'ordonnancement (4)			
Crédits initiaux	30.122.400.000	18.000.000	2.973.700.000	1.879.200.000	30.140.400.000	4.852.900.000	34.993.300.000
Augmentations	530.900.000	0	191.900.000	66.000.000	530.900.000	257.900.000	788.800.000
Diminutions	-348.200.000	0	-188.600.000	-116.600.000	-348.200.000	-305.200.000	-653.400.000
Crédits ouverts	30.305.100.000	18.000.000	2.977.000.000	1.828.600.000	30.323.100.000	4.805.600.000	35.128.700.000
Crédits reportés de l'année 1985	4.152.818.937	36.345.231	739.957.700	1.584.386.667	4.189.164.168	2.324.344.367	6.513.508.535
Totaux	34.457.918.937	54.345.231	3.716.957.700	3.412.986.667	34.512.264.168	7.129.944.367	41.642.208.535
Crédits complémentaires à allouer par le décret de comptes pour dépenses faites au-delà des crédits	14.861.094	0	0	0	14.861.094	0	14.861.094
Crédits totaux	34.472.780.031	54.345.231	3.716.957.700	3.412.986.667	34.527.125.262	7.129.944.367	41.657.069.629
Dépenses totales	30.246.425.394	21.900.690	2.847.944.562	1.655.713.541	30.268.326.084	4.503.658.103	34.771.984.187
au cours de l'année antérieure	1.620.465.509	6.989.418	214.482.514	725.783.400	1.627.454.927	940.265.914	2.567.720.841
au cours de l'année	28.625.959.885	14.911.272	2.633.462.048	929.930.141	28.640.871.157	3.563.392.189	32.204.263.346
Paiements non régularisés au 31/12/86	31.947.110	0	0	0	31.947.110	0	31.947.110
Montants	4.226.354.637	32.444.541	869.013.138	1.757.273.126	4.258.799.178	2.626.286.264	6.885.085.442
Crédits à annuler définitivement	279.908.611	0	50.842.397	0	279.908.611	50.842.397	330.751.008
Crédits à reporter à l'année 1987	3.946.446.026	32.444.541	818.170.741	1.757.273.126	3.978.890.567	2.575.443.867	6.554.334.434

**TABLEAU IV. - DEPASSEMENTS DE CREDITS**

NUMEROS ET LIBELLES DES ARTICLES	MONTANT DES DEPASSEMENTS DE CREDITS
<b><u>TITRE I</u></b>	
<u>Section 02</u> : Dépenses de cabinet des affaires sociales, de la formation et du tourisme de la Communauté française.	
11.02.11 Traitements et indemnités du personnel du Cabinet.	1.696.807
<u>Section 38</u> : Infrastructure - Constructions. Transfert de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés.	
43.21.21 Logement 3e âge - Subventions aux pouvoirs publics régionaux et locaux à titre d'intervention de la Communauté dans les charges d'intérêts d'emprunts contractés par ces pouvoirs auprès du Crédit communal de Belgique pour le financement de travaux (application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959). (Des avances de trésorerie sont autorisées à charge de régularisation ultérieure en vue de constituer les provisions éventuellement nécessaires afin d'assurer le paiement de l'intervention de la Communauté aux échéances convenues).	11.958.992
43.22.21 Crèches - Subventions aux pouvoirs publics régionaux et locaux à titre d'intervention de la Communauté dans les charges d'intérêts d'emprunts contractés par ces pouvoirs auprès du Crédit communal de Belgique pour le financement de travaux (application de l'arrêté royal du 22 octobre 1959). (Des avances de trésorerie sont autorisées à charge de régularisation ultérieure en vue de constituer les provisions éventuellement nécessaires afin d'assurer le paiement de l'intervention de la Communauté aux échéances convenues).	1.204.895
<u>Section 83</u> : Enseignement et Formation artistiques. Dépenses de consommation.	
11.03.12 Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour les fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents de travail - en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès - ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service).	400
<b>TOTAL TITRE I</b>	<b>14.861.094</b>

TABLEAU V. - SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes	
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Différence entre recettes et dépenses (6)	Au 01/01/1986 (7)	Au 31/12/1986 (8)
				Totaux (4)	Restant à régulariser (5)			
Culture française	9.328.000.000	9.701.700.000	10.420.181.256	8.434.371.574	717.102.671	1.985.809.682	-958.195.482	1.027.614.200
Education nationale	1.419.100.000	1.428.100.000	1.365.169.734	1.163.901.535	0	201.268.199	158.088.402	359.356.601
Prévoyance sociale	0	0	0	1.573.517	1.573.517	-1.573.517	1.573.517	0
TOTAUX	10.747.100.000	11.129.800.000	11.785.350.990	9.599.846.626	718.676.188	2.185.504.364	-798.533.563	1.386.970.801

*Commissariat général aux relations internationales*  
**compte d'exécution de l'année budgétaire 1983**

A Recettes				
Articles (1)	libellé (2)	prévisions (3)	imputations (4)	différence (5=3-4)
chapitre 41: Intervention du secteur public				
411.01	contributions C.F.	55.500.000	47.757.329	7.742.671
414.01	recettes exceptionnelles	11.209.619	11.958.822	-749203
	<b>TOTAL chapitre 41</b>	<b>66.709.619</b>	<b>59.716.151</b>	<b>6.993.468</b>
chapitre 42 : Produit résultant de l'exercice de la mission statutaire du commissariat				
422.01	intérêt sur placement	100.000	170.930	-70930
	<b>TOTAL chapitre 42</b>	<b>100.000</b>	<b>170.930</b>	<b>-70.930</b>
chapitre 43 : Recettes pour ordre				
431.02	comptables extraordinaires	0	913.855	-913855
	<b>TOTAL chapitre 43</b>	<b>0</b>	<b>913.855</b>	<b>-913.855</b>
chapitre 44 : Produits et réalisations de biens patrimoniaux				
444.05	remboursement sur avances consenties à un tiers			
	avances récupérables	2.652.000	2.820.335	-168335
	avances SCDF		650.376	-650376
	<b>TOTAL chapitre 44</b>	<b>2.652.000</b>	<b>3.470.711</b>	<b>-818.711</b>
chapitre 45 : Recettes particulières				
451.01	divers		29.712	-29712
	<b>TOTAL chapitre 45</b>	<b>0</b>	<b>29.712</b>	<b>-29.712</b>
	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>A 69.461.619</b>	<b>64.301.359</b>	<b>5.160.260</b>

## B Dépenses

Articles	libellé	crédits accordés	imputations	différence
<b>chapitre 51: Montants à payer aux personnes attachées à l'organisme</b>				
511.01	Rémunération personnel	50.402.104	50.540.786	-138.682
511.04	Charges sociales patronales	70.000	153.174	-83.174
511.07	formation professionnelles	200.000	99.008	100.992
511.08	Indemnités couvrant des charges réelles	175.000	180.794	-5.794
511.09	Indemnités ne couvrant pas des charges réelles (heures supplémentaires)	300.000	366.633	-66.633
513.01	Frais de représentation	780.000	0	780.000
				0
				0
<b>TOTAL chapitre 51</b>		<b>51.927.104</b>	<b>51.340.395</b>	<b>586.709</b>

## Chapitre 52 : Montants à payer à des tiers pour prestations, fournitures et travaux qui ont pour objet des services

## ou des biens non susceptibles d'être inventoriés

521.01	Loyer et charges - Dépôt	188.000	188.000	0
521.02	Location de matériel et mobilier	800.000	969.666	-169.666
521.04 A	Entretien et réparation mat. et mobilier	150.000	41.321	108.679
B	Entretien et réparation véhicules	500.000	384.648	115.352
521.05	Assurances	300.000	298.418	1.582
521.07	Produits consommation	1.200.000	695.351	504.649
521.09	Divers	100.000	169.422	-69.422
522.01	Frais de bureau	2.220.000	3.107.518	-887.518
523	publicité propagande	100.000	692.456	-592.456
525.02	Courtage, frais	50.000	38.372	11.628
<b>TOTAL chapitre 52</b>		<b>5.608.000</b>	<b>6.585.172</b>	<b>-977.172</b>

## Chapitre 55 : Achats de biens patrimoniaux

550.02	Mobilier	300.000	275.404	24.596
550.03	Machines	600.000	578.123	21.877
550.04	Matériel	800.000	706.172	93.828
550.05	Frais d'installation	600.000	0	600.000
550.07	Bibliothèque	200.000	76.794	123.206
550.08	Informatique	1.000.000	0	1.000.000
550.09	Divers	50.000	10.115	39.885
<b>TOTAL chapitre 55</b>		<b>3.550.000</b>	<b>1.646.608</b>	<b>1.903.392</b>

Chapitre 56 : Dépenses pour ordre				
560.07	Avances récupérables (personnel)		101.000	-101.000
560.08	Avances à la délégation Wallonie Bruxelles au Québec		717.141	-717.141
560.09	Avances aux comptes extraordinaires		913.855	-913.855
560.10	Avances récupérables		25.000	-25.000
<b>TOTAL chapitre 56</b>		<b>0</b>	<b>1.756.996</b>	<b>-1.756.996</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>B</b>	<b>61.329.171</b>	<b>-244.067</b>
<b>C RESULTAT</b>			<b>2.972.188</b>	

Différence entre les imputations de recettes et des dépenses. (4A-4B)

○  
Commissariat général aux relations internationales

○  
compte d'exécution du budget de l'année 1984

Articles (1)	libellé (2)	prévisions (3)	imputations (4)	différence (5=3-4)
<b>chapitre 41: Intervention du secteur public</b>				
411.01	Contribution de la Communauté française	301.500.000	348.639.000	-47.139.000
414.01				0
	<b>TOTAL chapitre 41</b>	<b>301.500.000</b>	<b>348.639.000</b>	<b>-47.139.000</b>
<b>chapitre 42 : Produit résultant de l'exercice de la mission statutaire du commissariat</b>				
421.01	Recettes fonctionnelles	500.000		500000
422.01	Intérêt sur placement	100.000	2.677.740	-2577740
	<b>TOTAL chapitre 42</b>	<b>600.000</b>	<b>2.677.740</b>	<b>-2.077.740</b>
<b>chapitre 43 : Recettes pour ordre</b>				
431.02	Divers		367.272	-367272
	<b>TOTAL chapitre 43</b>	<b>0</b>	<b>367.272</b>	<b>-367.272</b>
<b>chapitre 44 : Produits et réalisations des biens patrimoniaux</b>				
441.01	Produit de vente de biens immobiliers			0
442.01	Produit de vente de biens mobiliers	1.000.000	862.400	137600
	<b>TOTAL chapitre 43</b>	<b>1.000.000</b>	<b>862.400</b>	<b>137.600</b>
<b>chapitre 45 : Recettes particulières</b>				
451.01	Récupération	2.000.000	7.694.956	-5694956
	Reliquat CCP secteur		2.524.305	-2524305
				0
	<b>TOTAL chapitre 45</b>	<b>2.000.000</b>	<b>10.219.261</b>	<b>-8.219.261</b>
	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>305.100.000</b>	<b>362.765.673</b>	<b>-57.665.673</b>



## B Dépenses

Articles	libellé	crédits accordés	imputations	différence
<b>Chapitre 51: Montants à payer aux personnes attachées à l'organisme</b>				
511.01	Rémunération personnel	58.325.000	62.240.913	-3.915.913
511.04	Charges sociales patronales	100.000	144.461	-44.461
511.07	Formation professionnelle	300.000	106.322	193.678
511.08	Indemnités couvrant des charges réelles	175.000	320.149	-145.149
511.09	Indemnités ne couvrant pas des charges réelles - heures supplémentaires	400.000	235.480	164.520
<b>TOTAL chapitre 51</b>		<b>59.300.000</b>	<b>63.047.325</b>	<b>-3.747.325</b>
<b>Chapitre 52: Montants à payer à des tiers pour prestations, fournitures et travaux qui ont pour objet des services ou des biens non susceptibles d'être inventoriés</b>				
521.01	Loyer et charges - Loyer + charges (dépenses énergétiques cor	7.900.000	1.001.311	6.898.689
521.02	Location de matériel et mobilier - entre autre location photocopie	850.000	798.515	51.485
521.03	Entretien et réparation locaux - Entretien et remise en état des l	1.030.000	1.728.599	-698.599
521.04 A	Entretien et réparation mat. et mobilier			0
B	Entretien et réparation véhicules			0
	Total a+b	685.000	1.327.046	-642.046
521.05	Assurances	600.000	681.827	-81.827
521.06	Impôts et taxes			0
521.07	Produits de consommation (Combustibles)	2.400.000	1.996.363	403.637
521.09	Divers - Frais divers (locaux, matériel, véhicules)	100.000	110.489	-10.489
522.01	Frais de bureau -Economat, téléphone et télex, affranchissement	4.585.000	6.417.926	-1.832.926
	documentation, frais de banque timbres fiscaux			
523.01	Frais de publicité, propagande (frais d'accueil)	100.000	14.051	85.949
524.01	Honoraires avocats, experts	50.000	10.980	39.020
<b>TOTAL chapitre 52</b>		<b>18.300.000</b>	<b>14.087.107</b>	<b>4.212.893</b>
<b>Chapitre 53: Exercice par l'organisme de sa mission statutaire</b>				
<i>532 Dépenses de toute nature, relatives à la promotion des actions extérieures de la Communauté française</i>				
532.01	Mensuel "Présences" - Revue Wallonie- Bruxelles	3.000.000	3.355.418	-355.418
532.02	Achat, location de stand, location d'espace dans les journaux, e	3.800.000	3.578.414	221.586
532.04	Réalisation de vidéogrammes, impression brochures et dépliant	1.500.000	1.072.200	427.800
532.05	Achat d' insignes, drapeaux et cadeaux	1.000.000	1.008.319	-8.319
<b>Sous total 532</b>		<b>9.300.000</b>	<b>9.014.351</b>	<b>285.649</b>

533 Représentation de la Communauté française à l'étranger.				
533.01	Subvention à l'ASBL "centre culturel de la Communauté française de Belgique à Paris"	20.500.000	20.534.073	-34.073
533.02	Subvention à l'ASBL "délégation Wallonie-Bruxelles au Québec"	4.200.000	4.200.000	0
533.03	Autres	6.300.000	350.000	5.950.000
	<b>Sous total 533</b>	<b>31.000.000</b>	<b>25.084.073</b>	<b>5.915.927</b>
534 Secteur multilatéral:				
534.01	AUPELF - Subvention à l'association des universitaires partiellement ou entièrement de langue française (siège à Montréal).	700.000	700.000	0
534.02	CILF - Subvention au Conseil international de la langue française (siège à Bruxelles).	1.000.000	1.000.000	0
534.03	Union des éditeurs - Subvention à l'union des éditeurs de langue française (siège à Bruxelles)	100.000	100.000	0
534.04	Fédération des professeurs de français: subvention à la Fédération internationale de professeurs de français (siège à Paris)	100.000	100.000	0
534.05	CONFJES - Subvention à la Conférence des Ministères de l'Education de la jeunesse et des sports des pays d'expression française.	500.000	379.412	120.588
534.06	ACCT - Subvention à l'Agence de Coopération culturelle et Technique (siège à Paris)	44.500.000	43.077.048	1.422.952
	<b>Sous total cotisations</b>	<b>46.900.000</b>	<b>45.356.460</b>	<b>1.543.540</b>
534.07	Organisation d'une biennale de la poésie	1.400.000	1.400.000	0
534.08	Organisation de colloques dans la Communauté française. - Organisation dans la Communauté française de colloques, rencontres, stage	1.000.000	1.200.680	-200.680
534.09	Activités diverses dans le cadre multilatéral (Conféjes)	1.000.000	966.910	33.090
	<b>Sous total actions</b>	<b>3.400.000</b>	<b>3.567.590</b>	<b>-167.590</b>
	<b>Sous total 534</b>	<b>50.300.000</b>	<b>48.924.050</b>	<b>1.375.950</b>
535 Relations internationales bilatérales de la Communauté française de Belgique et bourses d'études Paul-Henri Spaak et bourses d'études allouées à des ressortissants de pays non liés à la Belgique par un accord culturel:				
535.01 a.	Frais de missions et d'accueil d'experts ou de groupes, Bourses hors accords	91.400.000	130.873.546	-39.473.546
535.01 b.	Frais de mission pour les colloques internationaux: participation de la Communauté française à des colloques, rencontres, stages internationaux	1.000.000	1.374.551	-374.551
535.02	Dépenses de toute nature et transferts relatifs à la promotion de échanges de jeunes	10.000.000	8.236.514	1.763.486
	<b>Sous total 535</b>	<b>102.400.000</b>	<b>140.484.611</b>	<b>-38.084.611</b>

536 Dépenses courantes pour l'enseignement et la recherche, la diffusion artistique et littéraire et les échanges culturels et socio-culturels:

536.01	Secteur culturel	23.500.000	15.038.729	8.461.271
536.02	Secteur enseignement	500.000	304.132	195.868
536.03	Secteur personnalisable	7.500.000	856.278	6.643.722
	<b>Sous total 536</b>	<b>31.500.000</b>	<b>16.199.139</b>	<b>15.300.861</b>

**TOTAL chapitre 53** **224.500.000** **239.706.224** **-15.206.224**

Chapitre 55 : Achats de biens patrimoniaux

550.01	Immeubles			
550.02	Acquisitions nouvelles (matériel, mobilier, véhicules automobile)	700.000	1.086.259	-386.259
550.03	Achat matériel informatique	1.000.000	602.912	397.088
550.04	Achat équipements destinés à l'étranger	1.300.000	736.947	563.053

**TOTAL chapitre 55** **3.000.000** **2.426.118** **573.882**

Chapitre 56 : Dépenses pour ordre

560.02	Divers (avances au personnel et non valeur)		151.906	-151.906
--------	---	--	---------	----------

**TOTAL chapitre 56** **0** **151.906** **-151.906**

**TOTAL DES DEPENSES (B)** **305.100.000** **319.418.680** **-14.318.680**

**C RESULTAT**

			<b>43.346.993</b>	
--	--	--	-------------------	--

Différence entre les imputations de recettes et des dépenses. (4a-4b)

*Commissariat général aux relations internationales*  
**compte d'exécution du budget de l'année 1985**

A. Recettes	Articles (1)	libellé (2)	prévisions (3)	imputations (4)	différence (5=3-4)
chapitre 40:	404.04			180.500	-180.500 0
		<b>TOTAL chapitre 40</b>	<b>0</b>	<b>180.500</b>	<b>-180.500</b>
chapitre 41: Intervention du secteur public	411.01	Contribution de la Communauté française	333.300.000	349.000.000	-15.700.000 0
		<b>TOTAL chapitre 41</b>	<b>333.300.000</b>	<b>349.000.000</b>	<b>-15.700.000</b>
chapitre 42 : Produit résultant de l'exercice de la mission statutaire du commissariat	421.01	Recettes fonctionnelles	500.000		500.000
	422.01	Intérêt sur placement	1.500.000	3.306.942	-1.806.942
		<b>TOTAL chapitre 42</b>	<b>2.000.000</b>	<b>3.306.942</b>	<b>-1.306.942</b>
chapitre 43 : Recettes pour ordre	431.02	Divers		3.062.112	-3.062.112
		<b>TOTAL chapitre 43</b>	<b>0</b>	<b>3.062.112</b>	<b>-3.062.112</b>
chapitre 44 : Produits et réalisations des biens patrimoniaux	441.01	Produit de vente de biens immobiliers			0
	442.01	Produit de vente de biens mobiliers	1.000.000	920.450	79.550
	444.05	Remboursement sur avances récupérables consenties à un tiers		831.455	-831.455
		<b>TOTAL chapitre 44</b>	<b>1.000.000</b>	<b>1.751.905</b>	<b>-751.905</b>
chapitre 45 : Recettes particulières	451.01	Récupération	750.000	3.500.000	-2.750.000
	451.02	Récupérations		666.551	-666.551
	451.03	Récupération agence		3.292.178	-3.292.178
	451.04	Intervention exceptionnelle de la Communauté française		7.314.080	-7.314.080
		<b>TOTAL chapitre 45</b>	<b>750.000</b>	<b>14.772.809</b>	<b>-14.022.809</b>
chapitre 46 : Recettes pour ordre	460.01	Divers		500.000	-500.000
		<b>TOTAL chapitre 46</b>	<b>0</b>	<b>500.000</b>	<b>-500.000</b>
		<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>337.050.000</b>	<b>372.574.268</b>	<b>-35.524.268</b>

B Dépenses		révisé	crédits accordés	imputations	différence
Articles					
<b>Chapitre 51: Montants à payer aux personnes attachées à l'organisme</b>					
511.01	Rémunération du personnel	65.700.000	65.538.080	161.920	
511.04	Charges sociales dérivant de la législation sociale - part patronale	170.000		170.000	
511.05	Service social	300.000	300.000	0	
511.07	Formation professionnelle	200.000	156.170	43.830	
511.08	Indemnités couvrant des charges réelles	200.000	352.984	-152.984	
511.09	Indemnités ne couvrant pas des charges réelles - heures supplémentaires	430.000	430.000	0	
<b>TOTAL chapitre 51</b>		<b>67.000.000</b>	<b>66.777.234</b>	<b>222.766</b>	
<b>Chapitre 52 : Montants à payer à des tiers pour prestations, fournitures et travaux qui ont pour objet des services</b>					
<i>ou des biens non susceptibles d'être inventoriés</i>					
521.01	Loyer et charges - Loyer + charges (dépenses énergétiques comp	8.300.000	2.405.715	5.894.285	
521.02	Location de matériel et mobilier - entre autre location photocopies	950.000	763.595	186.405	
521.03	Entretien et réparation locaux - Entretien et remise en état des loc	1.080.000	1.246.374	-166.374	
521.04 A	Entretien et réparation mat. et mobilier			0	
B	Entretien et réparation véhicules	1.270.000	1.177.661	92.339	
	Total a+b	670.000	743.079	-73.079	
521.05	Assurances			0	
521.06	Impôts et taxes				
521.07	Produits de consommation (Combustibles)	2.225.000	202.055	2.022.945	
521.09	Divers - Frais divers (locaux, matériel, véhicules)	130.000	129.524	110.489	
522.01	Frais de bureau -Economat, téléphone et télex, affranchissement documentation, frais de banque timbres fiscaux	8.050.000	7.607.889	442.111	
523.01	Frais de publicité, propagande (frais d'accueil)	125.000	106.802	18.198	
524.01	Honoraires avocats, experts	100.000	361.058	-261.058	
<b>TOTAL chapitre 52</b>		<b>22.900.000</b>	<b>14.743.752</b>	<b>8.266.261</b>	
<b>Chapitre 53 : Exercice par l'organisme de sa mission statutaire</b>					
<i>532 Dépenses de toute nature, relatives à la promotion des actions extérieures de la Communauté française</i>					
532.01	Mensuel "Présences" - Revue Wallonie- Bruxelles	3.500.000	3.117.944	382.056	
532.02	Achat, location de stand, location d'espace dans les journaux, etc.	6.400.000	5.225.682	1.174.318	
532.04	Réalisation de vidéogrammes, impression brochures et dépliants	1.500.000	1.349.637	150.363	
532.05	Achat d' insignes, drapeaux et cadeaux	1.000.000	845.275	154.725	
<b>Sous total 532</b>		<b>12.400.000</b>	<b>10.538.538</b>	<b>1.861.462</b>	

533 Représentation de la Communauté française à l'étranger:			
533.01	Subvention à l'ASBL "centre culturel de la Communauté française de Belgique à Paris"	21.525.000	21.525.000
533.02	Subvention à l'ASBL "délégation Wallonie-Bruxelles au Québec"	1.610.000	1.615.441
533.03	Autres	3.000.000	4.110.364
	<b>Sous total 533</b>	<b>26.135.000</b>	<b>27.250.805</b>
534 Secteur multilatéral:			
534.01	AUPELF - Subvention à l'association des universitaires partiellement ou entièrement de langue française (siège à Montréal).	700.000	700.000
534.02	CILF - Subvention au Conseil international de la langue française (siège à Bruxelles).	1.000.000	1.000.000
534.03	Union des éditeurs - Subvention à l'union des éditeurs de langue française (siège à Bruxelles)	100.000	100.000
534.04	Fédération des professeurs de français: subvention à la Fédération internationale de professeurs de français (siège à Paris)	100.000	100.000
534.05	CONFES - Subvention à la Conférence des Ministères de l'Education de la jeunesse et des sports des pays d'expression française.	525.000	525.000
534.06	ACCT - Subvention à l'Agence de Coopération culturelle et Technique (siège à Paris)	47.150.000	46.700.000
	<b>Sous total cofisations</b>	<b>49.575.000</b>	<b>49.125.000</b>
534.07	Organisation d'une biennale de la poésie	500.000	500.217
534.08	Organisation de colloques	5.925.000	6.202.622
534.09	Activités diverses dans le cadre multilatéral (Confesjes)	1.000.000	862.430
534.10	Institut culturel africain	400.000	264.670
534.11	Subvention à l'Asbl "Centre de Rayonnement de la Culture française (siège à Bruxelles)	2.500.000	2.500.000
	<b>Sous total actions</b>	<b>10.325.000</b>	<b>10.329.939</b>
	<b>Sous total 534</b>	<b>59.900.000</b>	<b>59.454.939</b>
535 Relations internationales bilatérales de la Communauté française de Belgique et bourses d'études Paul-Henri Spaak et bourses d'études allouées à des ressortissants de pays non liés à la Belgique par un accord culturel:			
535.01	Frais de missions et d'accueil d'experts ou de groupes, Bourses hors accords	102.815.000	135.392.053
535.02	Dépenses de toute nature et transferts relatifs à la promotion des échanges de jeunes	12.800.000	14.000.000
	<b>Sous total 535</b>	<b>115.615.000</b>	<b>149.392.053</b>
			<b>-32.577.053</b>
			<b>-1.200.000</b>
			<b>-33.777.053</b>

536 Dépenses courantes pour l'enseignement et la recherche, la diffusion artistique et littéraire et les échanges culturels et socio-culturels:					
536.01	Secteur culturel	25.000.000	19.737.974	5.262.026	
536.02	Secteur enseignement	500.000	932.497	-432.497	
536.03	Secteur personnalisable	5.000.000	1.222.897	3.777.103	
	<b>Sous total 536</b>	<b>30.500.000</b>	<b>21.893.368</b>	<b>8.606.632</b>	
	<b>TOTAL chapitre 53</b>	<b>244.550.000</b>	<b>268.529.703</b>	<b>-23.979.703</b>	
<b>Chapitre 55 : Achats de biens patrimoniaux</b>					
550.01	Immeubles				
550.02	Acquisitions nouvelles (matériel, mobilier, véhicules automobiles)	300.000	596.985	-296.985	
550.03	Achat matériel informatique	0	397.088	-397.088	
550.04	Achat équipements destinés à l'étranger	2.000.000	3.250.000	-1.250.000	
	<b>TOTAL chapitre 55</b>	<b>2.300.000</b>	<b>4.244.073</b>	<b>-1.944.073</b>	
<b>Chapitre 56 : Dépenses pour ordre</b>					
560.07	Avances récupérables	0	320.000	-320.000	
560.08	Opération sur fonds de tiers		500.000	-500.000	
	<b>TOTAL chapitre 56</b>	<b>0</b>	<b>820.000</b>	<b>-820.000</b>	
	<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>336.750.000</b>	<b>355.114.762</b>	<b>-18.254.749</b>	
	<b>c RESULTAT</b>		<b>17.459.506</b>		

Différence entre les imputations de recettes et des dépenses. (4a-4b)

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15450]

**1 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1986 en de vorige jaren (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :  
 EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP  
 BEGROTINGSJAAR 1986

## HOOFDSTUK I

Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting**Artikel 1**

Oorspronkelijke vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreet voor het begrotingsjaar 1986 , bedragen 1.937.500.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3)

Dat bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende verrichtingen:	18.000.000
- kapitaalverrichtingen:	1.919.500.000

**Artikel 2**

De oorspronkelijke vastleggingskredieten werden:

- gewijzigd door de aanpassing, overeenkomstig de aanpassingsdecreten, die een verhoging veroorzaakt van 177.100.000 frank en een vermindering van -173.800.000 frank (Tabel bijlage I, kolom 3);
- aangevuld door de kredietoverdracht verricht krachtens de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit (Tabel bijlage I, kolom 3), ten bedrage van 1.426.591.254 frank.

**Artikel 3**

Het totaal van de vastleggingskredieten die beschikbaar zijn voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1986 bedraagt 3.367.391.254 frank (Tabel bijlage I, kolom 3), onderverdeeld als volgt:

	(in frank)
- lopende verrichtingen :	30.253.165
- kapitaalverrichtingen:	3.337.138.089

**Artikel 4**

De uitgavenvastleggingen die op die kredieten worden aangerekend, bedragen (Tabel bijlage I, kolom 3) 1.494.756.879 frank.

Dit bedrag bestaat uit :

	(in frank)
- lopende verrichtingen :	18.263.612
- kapitaalverrichtingen:	1.478.493.267

**Artikel 5**

De vastleggingskredieten die op het einde van het begrotingsjaar beschikbaar zijn, bedragen 1.872.634.375 frank (Tabel bijlage I, kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit :

	naar het jaar 1987 over te dragen kredieten	te annuleren kredieten
lopende verrichtingen	13.989.553	0
kapitaalverrichtingen	1.858.644.822	0

(Tabel bijlage I, kolommen 1, 2)

## HOOFDSTUK II

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 6**

De begrotingsontvangsten van het jaar 1986 bedragen 35.384.488.175 frank (Tabel bijlage II, kolom 2).



Dit bedrag bestaat uit :

(in frank)

- lopende ontvangsten:	30.758.388.175
- kapitaalontvangsten:	4.626.100.000

§ 2. Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 7**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 1986 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanciering van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	30.122.400.000	18.000.000	30.140.400.000
Kapitaaluitgaven	2.973.700.000	1.879.200.000	4.852.900.000
TOTAAL	33.096.100.000	1.897.200.000	34.993.300.000

(Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7)

**Artikel 8**

Die uitgavenmachtigingen werden:

- gewijzigd bij de aanpassing verricht krachtens de aanpassingsdecreten (Tabel bijlage III).

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	182.700.000	0	182.700.000
Kapitaaluitgaven	3.300.000	-50.600.000	-47.300.000
TOTAAL	186.000.000	-50.600.000	135.400.000

**Artikel 9**

Het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 1986 bedraagt 41.642.208.535 frank (Tabel bijlage III, kolommen 1 tot 7). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	34.457.918.937	54.345.231	34.512.264.168
Kapitaaluitgaven	3.716.957.700	3.412.986.667	7.129.944.367
TOTAAL	38.174.876.637	3.467.331.898	41.642.208.535

§ 3. Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 10**

De uitgaven ten laste van het begrotingsjaar 1986 bedragen 34.771.984.187 frank (Tabel bijlage III, kolom 7), onderverdeeld in:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven - betreffende de prestaties van de vorige jaren (kolommen 1,2,5)	1.620.465.509	6.989.418	1.627.454.927
- betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 1,2,5)	28.625.959.885	14.911.272	28.640.871.157
TOTAAL (1)	30.246.425.394	21.900.690	30.268.326.084
Kapitaaluitgaven - betreffende de prestaties van de vorige jaren (kolommen 3,4,6)	214.482.514	725.783.400	940.265.914
- betreffende de prestaties van het lopende jaar (kolommen 3,4,6)	2.633.462.048	929.930.141	3.563.392.189
TOTAAL (2)	2.847.944.562	1.655.713.541	4.503.658.103
TOTAAL (1) + (2)	33.094.369.956	1.677.614.231	34.771.984.187

**Artikel 11**

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 34.740.037.077 frank, onderverdeeld in :

- 33.062.422.846 frank voor de niet-gesplitste kredieten (Tabel bijlage III, kolommen 1,3).
- 1.677.614.231 frank voor de ordonnanceringskredieten (Tabel bijlage III, kolommen 2,4).

**Artikel 12**

Voor de uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd, ten bedrage van 31.947.110 frank, onderverdeeld in :

- 31.947.110 frank niet-gesplitste kredieten;
- 0 frank ordonnanceringskredieten;

wordt artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage III, kolommen 1, 3) toegepast.

## § 4 Regeling van de kredieten

**Artikel 13**

De vergelijking tussen de per decreet verdeelde kredieten (artikel 9) en de aangerekende verrichtingen (artikel 10) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 1986 van 6.870.224.348 frank.

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Verdeelde kredieten	38.174.876.637	3.467.331.898	41.642.208.535
Aangerekende verrichtingen	33.094.369.956	1.677.614.231	34.771.984.187
Kredietoverschot	5.080.506.681	1.789.717.667	6.870.224.348

**Artikel 14**

Om de uitgaven van het begrotingsjaar 1986 te dekken die boven de kredieten of in afwezigheid ervan werden verricht, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 14.861.094 frank waaronder:

- Voor niet-gesplitste kredieten: 14.861.094 frank
- Voor ordonnanceringskredieten: 0 frank.

Deze kredieten worden onderverdeeld zoals bepaald in Tabel bijlage IV.

**Artikel 15.**

Ten gevolge van de bepalingen vervat in de artikelen 13 en 14 omvat het bedrag van de op 31 december 1986 beschikbare kredieten:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
te annuleren kredieten	330.751.008	0	330.751.008
Naar het begrotingsjaar 1987 over te dragen kredieten	4.764.616.767	1.789.717.667	6.554.334.434
TOTAAL	5.095.367.775	1.789.717.667	6.885.085.442

(Tabel bijlage III, kolom 7).

Het deel dat met de kredieten van het jaar 1987 samen te voegen is, bedraagt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnanceringskredieten	TOTAAL
Lopende uitgaven	1.572.550.964	32.444.541	1.604.995.505
Kapitaaluitgaven	235.859.269	1.757.273.126	1.993.132.395
TOTAAL	1.808.410.233	1.789.717.667	3.598.127.900

## § 5. Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 1986

**Artikel 16**

Het algemeen resultaat van de begroting van het begrotingsjaar 1986 wordt voorgesteld als volgt:

(in frank)

Lopende verrichtingen:

Ontvangsten	30.758.388.175
Uitgaven	30.268.326.084
Uitgavenoverschot	490.062.091

Kapitaalverrichtingen:

Ontvangsten	4.626.100.000
Uitgaven	4.503.658.103
Uitgavenoverschot	122.441.897

Verbonden verrichtingen:	
Ontvangsten	35.384.488.175
Uitgaven	34.771.984.187
Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met het resultaat van de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met	612.503.988
En daar het saldo van het begrotingsjaar 1985 bedroeg	-2.084.522.424
Saldo van het begrotingsjaar 1986	-1.472.018.436

## HOOFDSTUK III

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 17**

De begrotingsdecreten van het jaar 1986 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt :

(in frank)

- Ontvangsten:	10.747.100.000
- Uitgaven:	11.129.800.000

(Tabel bijlage V, kolommen 1,2)

**Artikel 18**

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 1986 bedroeg -798.533.563 frank.

Het totaal van de ontvangsten van het begrotingsjaar bedraagt 11.785.350.990 frank.

Beschikbaar totaal van het jaar 1986 voor de uitgaven: 10.986.817.427 frank.

(Tabel bijlage V, kolommen 3,7).

**Artikel 19**

De aangerekende uitgaven bedragen 9.599.846.626 frank (Tabel bijlage V, kolom 4).

Dit bedrag omvat 718.676.188 frank uitgaven die nog te regulariseren zijn waarvoor artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 (Tabel bijlage V, kolom 5) wordt toegepast.

**Artikel 20**

Het verschil tussen de gekregen ontvangsten en de in het begrotingsjaar aangerekende uitgaven, bedraagt 2.185.504.364 frank (Tabel bijlage V, kolom 6).

Rekening houdend met het totaal dat beschikbaar is voor de uitgaven van het begrotingsjaar 1986, zoals bepaald in artikel 18, en met de uitgaven vermeld in artikel 19, bedraagt het saldo dat beschikbaar is op 31 december 1985 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap 1.386.970.801 frank.

Het wordt naar het begrotingsjaar 1987 overgedragen.

TWEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN HET "COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES"

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling.

## HOOFDSTUK I

**Vorige jaren****Artikel 21****Jaar 1983**

Begrotingsverwijzing : decreet van 10 februari 1983 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1983 - artikel 16.

Boek 142 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1983 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten bepaald in het begrotingsdecreet: 69.461.619	
aangerekende ontvangsten :	64.301.359
verschil :	- 5.160.260
b) uitgaven :	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet :	71.585.104
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden: 3.770.341	
Totaal van de kredieten :	75.355.445
Aangerekende uitgaven :	61.329.171
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden: 14.026.274	
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1983 wordt als volgt samengevat :	
ontvangsten :	64.301.359
uitgaven :	61.329.171
ontvangstenoverschot :	2.972.188

**Artikel 22****Jaar 1984**

Begrotingsverwijzing : decreet van 18 januari 1984 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1984 - artikel 36.

Boek 142 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1984 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten bepaald in het begrotingsdecreet :	305.100.000
aangerekende ontvangsten :	362.765.673
verschil :	57.665.673
b) uitgaven :	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet :	305.100.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden :	48.356.162
Totaal van de kredieten :	353.456.162
Aangerekende uitgaven :	319.416.774
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden :	34.037.482
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1984 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten :	362.765.673
uitgaven :	319.418.680
ontvangstenoverschot :	43.346.993

**Artikel 23****Jaar 1985**

Begrotingsverwijzing : decreet van 18 januari 1984 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1985 - artikel 38.

Boek 143 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1985 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten bepaald in het begrotingsdecreet :	337.050.000
aangerekende ontvangsten :	372.574.268
verschil :	35.524.268
b) uitgaven :	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet :	336.750.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden :	39.020.762
Totaal van de kredieten :	375.770.762
Aangerekende uitgaven :	355.114.762
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden :	20.656.000
c) samenvatting : het eindresultaat van de begroting van het beheersjaar 1985 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten :	372.574.268
uitgaven :	355.114.762
<u>ontvangstenoverschot</u> :	17.459.506

**HOOFDSTUK II****Lopend jaar****Artikel 24**

Begrotingsverwijzing : decreet van 27 maart 1986 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1986 - artikel 38.

Boek 144 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 1986 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten bepaald in het begrotingsdecreet :	400.745.400
aangerekende ontvangsten :	371.528.167
verschil :	29.217.233
b) uitgaven :	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet :	402.000.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden :	6.890.175
Totaal van de kredieten :	408.890.175
Aangerekende uitgaven :	373.054.405
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden :	35.835.770
c) samenvatting : het resultaat van de begroting van het beheersjaar 1986 wordt als volgt samengevat:	
ontvangsten :	371.528.167
uitgaven :	373.054.405
uitgavenoverschot :	1.526.238

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,

Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,  
Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport  
F. LAANAN,  
Minister van Cultuur en Audiovisuele sector  
M. TARABELLA,  
Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie  
C. FONCK,  
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

Nota

(1) *Zitting 2006 - 2007*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet: nr. 366-1

*Zitting 2007 - 2008*

Stukken van het Parlement.- Verslag: nr. 366-2

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2019/15467]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1987 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

ANNEE BUDGETAIRE 1987

CHAPITRE 1<sup>er</sup>

Engagements effectués en exécution du budget

**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement initiaux alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 1987, s'élèvent à 1.615.500.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3)

Ce montant se compose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	18.000.000
- opérations de capital :	1.597.500.000

**Article 2**

Les crédits d'engagement initiaux ont été :

- modifiés par l'adaptation, conformément aux décrets d'ajustement, se traduisant par une augmentation de 366.800.000 francs et une diminution de -264.400.000 francs (Tableau annexe I, colonne 3).
- complétés par le report de crédits effectué en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat (Tableau annexe I, colonne 3), s'élevant à 1.872.634.375 francs.

**Article 3**

Le total des crédits d'engagements disponibles pour les engagements de l'année budgétaire 1987 s'élève à 3.590.534.375 francs (Tableau annexe I, colonne 3) se décomposant comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	31.989.553
- opérations de capital :	3.558.544.822

**Article 4**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent (Tableau annexe I, colonne 3) à la somme de 1.566.096.170 francs.

Ce montant se décompose comme suit :

	(en francs)
- opérations courantes :	10.721.330
- opérations de capital :	1.555.374.840

**Article 5**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.024.438.205 francs (Tableau annexe I, colonne 3).